



Contre le terrorisme en Mauritanie

africacenter.org/fr/spotlight/contre-le-terrorisme-en-mauritanie/

Par Anouar Boukhars

25 juin 2020

En Mauritanie, l'adoption de réformes au sein de son secteur de la sécurité, notamment en matière de formation, d'amélioration de la mobilité, de forces spéciales, de pratiques prudentes de commandes publiques et de l'engagement avec les communautés a renforcé sa capacité à faire face aux groupes extrémistes violents.

English | العربية



Un Embraer A-29B Super Tucano de l'armée de l'air mauritanienne. (Photo : Julian Herzog)

L'extrémisme violent représente toujours l'un des plus grands défis à la paix et à la sécurité au Sahel. En effet, les groupes islamistes militants font preuve d'une endurance extraordinaire malgré leur déroute militaire dans le nord du Mali en 2013 suite au déploiement de l'opération Serval menée par la France (aujourd'hui l'opération Barkhane). En effet, les groupes extrémistes violents au Sahel sont aujourd'hui plus nombreux, plus importants et plus meurtriers, et ils se concentrent désormais dans le centre du Mali, le nord-est du Burkina Faso et l'ouest du Niger.

Grande absente de cette histoire, la Mauritanie, qui en est, largement épargnée. La transformation de la Mauritanie, qui représentait le maillon le plus faible de la chaîne dans cette région en crise et qui en est devenue l'un des plus résilients, est édifiante. Ce pays fut le premier du Sahel à être frappé par des attaques terroristes en 2005. Cependant, depuis 2011, il est parvenu à écarter la menace croissante et diversifiée des groupes islamistes militants. L'exemple de la Mauritanie est d'autant plus révélateur que les menaces contre la sécurité au Sahel se caractérisent par des niveaux d'intérêts qui s'entrecroisent et s'entrecourent aux niveaux local, régional et national. Il est important de souligner que le gouvernement a réussi à rétablir son autorité et à reprendre le contrôle sur les régions frontalières, que les groupes islamistes militants du Sahel ont bien souvent exploitées à leur avantage.

Dans la ligne de mire du terrorisme



(Image : CIA World Factbook)

Dans les années 2000, pour échapper à la pression toujours croissante de l'appareil sécuritaire algérien, les extrémistes algériens ont cherché refuge dans les régions peu peuplées du Sahel au sud de l'Algérie. Cherchant à établir sa présence par la lutte armée, le Groupe salafiste algérien pour la prédication et le combat (GSPC) attaque une caserne de l'armée à Lemgheity en Mauritanie, près de la frontière malienne et algérienne, faisant 15 morts parmi les soldats mauritaniens. Jusqu'à la fin des années 2000, la Mauritanie enregistre une multiplication des actions terroristes, devenant un point chaud pour l'enlèvement de citoyens occidentaux au Sahel. La Mauritanie semble être une cible facile pour le GSPC, qui peut pénétrer sur ses vastes étendues de territoire sous-gouverné, y recruter et y mener ses opérations. Tous les ingrédients sont rassemblés : un pays pauvre, miné par une scène politique fragile, une armée titubant sous les pressions de différentes factions, des tensions ethno-raciales, une insécurité économique croissante et un fort taux de chômage.

Les Mauritaniens représentent alors également un nombre disproportionné d'idéologues extrémistes violents et d'agents terroristes de haut niveau. Ils sont influents et surreprésentés dans la branche saharienne du GSPC, rebaptisée Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) en 2007. En effet, les Mauritaniens constituent la deuxième source de combattants et d'idéologues pour AQMI, juste derrière les Algériens. L'attentat de 2008 à Tourine, dans le nord du désert mauritanien, où 12 soldats sont enlevés puis décapités, est un sinistre rappel de la menace terroriste que représente AQMI pour le pays.

Ce massacre de soldats ravive le douloureux souvenir de la guerre du Sahara occidental (1975–1978), lorsque la guérilla du Front Polisario, soutenu par l'Algérie, avait humilié une armée mauritanienne faible et mal équipée, mettant presque en péril la souveraineté du pays. Trente ans plus tard, l'exceptionnelle mobilité d'AQMI met au grand jour la fragilité persistante des forces armées mauritaniennes. Cependant, contrairement à la première lutte existentielle qui prit fin lorsque la Mauritanie décida de limiter ses pertes et se retira de la moitié sud du Sahara occidental, l'arrivée de groupes islamistes militants dans les années 2000 présente un nouvel ensemble de circonstances. Si les opportunités de dialogue n'auraient certes pas été ignorées si elles s'étaient présentées, de tels moments étaient peu susceptibles de voir le jour étant donné le faible pouvoir de négociation de la Mauritanie. Les chances de prendre l'avantage sur le champ de bataille ou dans un accord étaient inexistantes à moins que gouvernement ne parvienne à inverser l'avancée des insurgés.

« Ce dont l'armée mauritanienne avait le plus besoin était des réformes structurelles et un programme de modernisation ».

D'importants investissements pour moderniser l'armée étaient donc devenus nécessaires pour venir à bout des insurgés. La Mauritanie ne pouvant aspirer à égaler la taille et l'arsenal militaire avancé de ses puissants voisins, l'Algérie et le Maroc, elle ne tenta d'ailleurs d'y parvenir. En effet, les conditions de guerre asymétrique dans le désert ne nécessitaient pas l'acquisition d'un armement sophistiqué dont le coût d'achat et d'entretien serait rédhibitoire. Ce dont l'armée mauritanienne avait le plus besoin était des réformes structurelles et un programme de modernisation adapté aux nouvelles réalités d'une guerre non conventionnelle.

Refonte de l'armée

Le massacre de Tourine tire la sonnette d'alarme dans les hautes sphères de l'armée. L'attaque révèle une armée mal payée, découragée et ne disposant pas de suffisamment d'armes. C'est dans ce contexte turbulent que le général Mohamed Ould Abdel Aziz, à la faveur d'un coup d'État militaire, s'empare du pouvoir en 2008. Profitant d'un environnement économique favorable marqué par une embellie du secteur minier, Abdel Aziz (président de 2009 à 2019) et son ministre de la Défense et actuel président, le général Mohamed Ould Ghazouani, vont lancer les plus importantes réformes militaires de l'histoire mauritanienne.

Cette refonte militaire commence par des actions à la fois symboliques et fondamentales destinées à renforcer les infrastructures de combat et la qualité de vie des soldats. Les premières interventions, symboliques, portent sur les installations vétustes et le bas moral des troupes, avec la restauration de casernes, la fourniture de nouveaux uniformes et des augmentations des salaires et des soldes pour tous les personnels militaires. Sur le fond, le processus de modernisation militaire prend forme avec d'importantes augmentations du budget militaire, ce qui va permettre d'accélérer la formation militaire, l'acquisition de nouveaux armements et matériel, ainsi que la création de forces spéciales. De toute évidence, outre l'augmentation du budget militaire, multiplié par quatre entre 2008 et 2018 (pour atteindre 160 millions de dollars), des choix stratégiques concernant les priorités des activités d'acquisition et d'approvisionnement militaires étaient indispensables.

Au lieu d'acheter du matériel militaire coûteux dont elle n'avait pas les moyens, la Mauritanie préfère mettre en œuvre des réformes structurelles et acquérir des équipements adaptés à ses besoins. Pour renforcer les capacités aériennes, les autorités portent leur choix sur l'appareil militaire léger EMB-314 Super Tucano brésilien, conçu pour voler à des températures et des conditions d'humidité élevées et sur des terrains accidentés, comme le désert mauritanien. Parallèlement, pour lutter contre le trafic de drogue et de cigarettes, la marine nationale se procure des navires neufs ou remis à neuf en Espagne, en Chine et dans l'UE pour patrouiller ses 754 kilomètres de côtes. Enfin, les forces terrestres mauritaniennes sont équipées de camionnettes modernes et de matériel de géolocalisation.



Un hélicoptère d'assaut Harbin Z-9 de fabrication chinoise, acheté par la Mauritanie. (Photo : [World Military and Police Forces](#))

Le gouvernement va également investir dans une éducation militaire professionnelle, restée figée depuis trop longtemps. Les établissements d'enseignement de la défense du pays doivent s'adapter pour produire des officiers et des commandants capables de contrer les menaces asymétriques. C'est donc dans cette optique que la Mauritanie conclut plusieurs partenariats bilatéraux et multilatéraux destinés à renforcer l'apprentissage militaire, aussi bien dans les opérations que dans l'enseignement. La France apporte notamment un soutien dans le domaine des méthodes de décision opérationnelle et les techniques de commando, et la Mauritanie, en tant que membre du partenariat antiterroriste transsaharien (Trans-Sahara Counterterrorism Partnership), reçoit une aide importante des États-Unis en matière de sécurité. En 2012, la Mauritanie demande également à participer au Defence Education Enhancement Programme (DEEP) de l'OTAN pour soutenir la transformation de son

éducation militaire professionnelle. En 2018, en reconnaissance notamment des améliorations notables apportées par la Mauritanie à son éducation militaire, ses armements et sa préparation, les partenaires régionaux choisissent Nouakchott pour accueillir le Collège de défense du G5 Sahel.

Adaptation au champ de bataille

La Mauritanie doit également accomplir une refonte radicale de ses doctrines et des opérations. Pour lutter avec succès contre le terrorisme, il lui faut transformer une structure des forces militaires mauritaniennes trop lente, trop lourde et trop attachée à des tactiques dépassées. L'organisation classique des unités n'est pas adaptée pour s'attaquer aux groupes islamistes militants plus petits et plus agiles ni aux organisations criminelles qui errent dans le désert.

Ghazouani, qui prend en 2009 la direction du Haut conseil de la défense nationale, se voit confier la tâche d'élaborer une stratégie antiterroriste efficace. La Mauritanie se lance d'abord dans la création de huit groupes spéciaux d'intervention (GSI), de petites unités conçues pour être polyvalentes, tant dans la réflexion que dans l'exécution. Pour renforcer la cohésion et la motivation des groupes, chaque unité de commandos se compose d'environ 200 hommes ayant servi ensemble pendant plusieurs années. Il est important de noter que ces équipes de combat sont particulièrement bien équipées en véhicules et en matériel, notamment en carburant, en eau et en munitions, pour mener des opérations antiterroristes indépendantes pouvant durer plusieurs jours dans le désert. Depuis 2015, la nouvelle base militaire de Lemreya sert de quartier général et de centre d'opérations pour les GSI. Lemreya, lieu stratégique situé dans un triangle à cheval sur la Mauritanie, le Mali et l'Algérie, a transformé cette zone désertique, qui servait jadis de base arrière pour les groupes islamistes militants et les trafiquants. En 2008, une grande partie de cette région frontalière peu peuplée est déclarée zone militaire où toute personne qui y circule est systématiquement appréhendée par les GSI.

Malgré une coordination rudimentaire, un renforcement du soutien aérien se révèle essentiel pour ces opérations au sol. Les aviateurs mauritaniens n'ont pas les capacités avancées de leurs voisins algériens ou marocains pour assurer un soutien aérien rapproché ou des opérations de surveillance et de reconnaissance. Néanmoins, depuis 2011, l'armée de l'air mauritanienne, dotée d'appareils de surveillance Cessna donnés par les États-Unis et armée de Super Tucanos brésiliens et de quelques hélicoptères d'assaut chinois, dispose désormais d'une capacité suffisante pour détecter les véhicules suspects et guider les GSI au sol. L'aviation mauritanienne a en effet démontré en 2011 sa capacité à lancer l'assaut sur des positions

« [Le Groupe Nomade] offre un avantage double en fusionnant les activités de collecte de renseignements et le développement des infrastructures ».

Les services de renseignement vont également jouer un rôle essentiel dans les opérations antiterroristes. Sous l'administration d'Adel Aziz, ils voient leurs budgets augmenter et leurs capacités se développer. Pendant de nombreuses années, les services de renseignement étaient insuffisamment formés et mal équipés, et un grand nombre de leurs missions visaient essentiellement les opposants et les rivaux politiques. Après plusieurs échecs successifs de détection et de prévention d'attaques terroristes, il est clair que les services de renseignement, de surveillance et de reconnaissance de la Mauritanie devaient être réorganisés. Allant d'une revitalisation efficace des capacités et des moyens les plus élémentaires existants comme le Groupe Nomade (GN) de l'armée mauritanienne—des unités à dos de chameau, adaptées pour opérer dans les zones reculées du désert—à l'acquisition de radars de surveillance modernes, ces efforts se sont donc orientés vers le développement de capacités techniques et de réseaux de renseignement humains sur le terrain.

Pour les responsables mauritaniens, le GN offre un avantage double en fusionnant les activités de collecte de renseignements et le développement des infrastructures. « Là où l'État ne dispose pas d'infrastructures dans les zones reculées et isolées, nous apportons notre aide en matière d'assainissement et d'éducation », avait déclaré le colonel Abderrahamane El Khalil, commandant du GN. En d'autres termes, le GN améliore les conditions de vie des populations afin d'établir une loyauté envers le gouvernement, ce qui se révèle payant en matière de collecte de renseignements concernant tout mouvement suspect lié au trafic et aux groupes armés.

Cette stratégie d'engagement de la communauté dans les zones reculées du désert s'est révélée être un élément déterminant de l'approche antiterroriste adoptée par le gouvernement mauritanien. En effet, pour améliorer la sécurité et la prestation des services publics, le gouvernement a créé de nouvelles petites villes dans des zones rurales éloignées, vulnérables à l'infiltration de groupes extrémistes, afin de concentrer des populations rurales clairsemées et dispersées dans des agglomérations plus importantes. Des villes comme N'Bekeit Lahwach dans l'est de la Mauritanie ont permis de regrouper des familles en fonction de leurs besoins sociaux et économiques. L'intention n'est pas d'abolir le nomadisme ; en effet, les hommes continuent à vivre dans un environnement semi-nomade avec leur troupeau tandis que leurs familles sont sédentarisées et bénéficient des services d'éducation et d'autres commodités de base. Le but est en revanche de créer des sites de convergence et des positions pouvant être défendues à proximité immédiate de la frontière malienne. Dans les zones vulnérables où il existe déjà des regroupements de population, la politique consiste à améliorer la sécurité et les conditions de vie de la population pour qu'elle reste sur place.



Le désert mauritanien. (Photo : [Ammar Hassan](#))

Dialoguer avec les extrémistes

Une politique d'engagement avec les acteurs extrémistes est menée parallèlement aux efforts qui visent à renforcer la capacité coercitive de l'État et sa stratégie de développement. Aujourd'hui, l'idée de dialoguer avec des groupes extrémistes violents acquiert une certaine crédibilité dans certains pays du Sahel. En Mauritanie, le régime poursuit une stratégie double : renforcer ses capacités de dissuasion et son dispositif de défense, tout en restant ouvert au dialogue avec les extrémistes. La deuxième partie de cette stratégie a nourri les soupçons envers le régime qui aurait conclu un pacte de non-agression mutuel avec des groupes extrémistes violents, la même accusation qui avait été portée contre l'ancien président malien, Amadou Toumani Touré, évincé du pouvoir après d'un coup d'État militaire en mars 2012.

« Le fait que la Mauritanie ait été épargnée par le terrorisme depuis 2011... alimente les spéculations sur la possible mise en place d'un pacte de non-agression ».

Les défenseurs de cette thèse citent notamment des documents datant de 2011 confisqués au moment de la mort d'Oussama Ben Laden et qui faisaient référence aux tentatives de rapprochement entre le gouvernement mauritanien et Al-Qaïda en 2010. Ils avancent également comme élément probant la libération par la Mauritanie en 2015 de Sanda Ould Bouamama, ancien porte-parole d'Ansar Dine, lié à Al-Qaïda, détenu dans le cadre d'un mandat d'arrêt international, ainsi que la curieuse décision de Daesh en 2015 de ne pas inclure la Mauritanie dans sa wilayat (province) d'Afrique de l'Ouest. Le fait que la Mauritanie ait été épargnée par le terrorisme depuis 2011 et que son armée ait, dans une large mesure, évité de s'attaquer à des groupes extrémistes violents alimente les spéculations sur la mise en place d'un pacte de non-agression.

Les Mauritaniens justifient leur position, la qualifiant de défensive et nécessaire. Après tout, l'Algérie, dont l'armée est la plus importante et la mieux équipée de la région, a adopté une stratégie similaire qui consiste à s'abstenir d'attaquer militairement des acteurs armés en dehors de son territoire, tout en amnistiant des extrémistes violents et en dialoguant avec eux. Certains observateurs affirment que l'un des ingrédients du succès de la Mauritanie en matière de sécurité pourrait être l'ouverture de canaux de communication et de contact avec les groupes armés et les trafiquants. D'autres soutiennent que cette stratégie manque de vision et qu'elle nuit aux efforts régionaux entrepris pour lutter contre les groupes extrémistes violents transnationaux. En

tant que membre de l'alliance du G5 Sahel, les promesses de bonne volonté du pays sont parfois remises en question par ses partenaires qui reprochent à Nouakchott de ne pas avoir respecté son engagement de fournir un bataillon à la force conjointe.

Poursuivre la bataille

Le revirement de la situation sécuritaire en Mauritanie révèle que les États fragiles peuvent être résilients et s'adapter lorsqu'ils sont confrontés à des groupes extrémistes violents. Pendant la plus grande partie des années 2000, une Mauritanie assiégée avait vacillé face à de nombreux défis politiques et économiques. Mais depuis 2011, grâce à une réforme structurelle, à des achats stratégiques, à la formation et à l'éducation militaire, à une approche centrée sur la population et à la priorité donnée à la mobilité des militaires et aux capacités des forces spéciales, l'armée mauritanienne, qui était sur le point d'être vaincue par des groupes extrémistes violents, a pu se libérer de leur emprise.

Les investissements stratégiques du gouvernement mauritanien ont permis d'améliorer les infrastructures frontalières. Ils ont aussi privilégié la capacité du gouvernement à assurer une présence dans des zones longtemps considérées comme éloignées et inaccessibles. Des réformes supplémentaires des services de sécurité mauritaniens ont permis de réorganiser efficacement les forces armées en fournissant aux soldats mauritaniens des équipements modernisés, une formation stratégique et de meilleures conditions de rémunération et de vie.

« Même si la Mauritanie reste dirigée par un homme fort militaire, les réformes qu'elle a entreprises ne sont pas une fonction de son système politique fermé ».

Même si la Mauritanie reste dirigée par un homme fort militaire, les réformes qu'elle a entreprises ne sont pas une fonction de son système politique fermé. Ces changements offrent en fait des enseignements pertinents pour les autres gouvernements du Sahel confrontés à des groupes extrémistes. Les nombreux critiques mauritaniens du gouvernement ont même reconnu les progrès notables réalisés dans leur pays.

Le succès global de la Mauritanie ne signifie cependant pas qu'elle est au bout de ses peines. Les progrès enregistrés en matière de sécurité sont fragiles et susceptibles de changer. Pour les conserver, il lui faut améliorer la gouvernance politique, économique et sécuritaire, ainsi que la coopération régionale. La poursuite des efforts sous le gouvernement actuel pour améliorer la cohésion militaire, la gouvernance de la sécurité et la gestion des ressources humaines et financières de l'armée restera cruciale pour que la Mauritanie continue de lutter efficacement contre les menaces terroristes.

Ressources complémentaires

- Pauline Le Roux, « Répondre à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel », *Bulletin de la sécurité africaine*, n° 36, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2019.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « La menace complexe et croissante des groupes islamistes militants au Sahel », *Infographie*, 29 février 2019.
- Anouar Boukhars, « Mauritania's Precarious Stability and Islamist Undercurrent », Carnegie Endowment for International Peace, 11 février 2016.
- Nicole Ball, « Leçons à retenir du processus de réforme du secteur de la sécurité au Burundi », *Bulletin de la sécurité africaine*, n° 29, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2014.
- Cédric Jourde, « Décoder les multiples strates de l'insécurité au Sahel : le cas mauritanien » *Bulletin de la sécurité africaine*, n° 15, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2011.